



npa2009.org

ETAT D'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Le désaveu qui s'est exprimé lors des élections régionales dans le vote Front national ou dans l'abstention n'y fait rien. Les dirigeants du gouvernement et des partis de droite sont déterminés à continuer la même politique, toute entière au service du Medef.

C'est ainsi que le gouvernement s'est réuni en séminaire ce week-end pour travailler sur de nouvelles propositions de « lutte contre le chômage » qui seraient annoncées officiellement par Hollande lors d'une cérémonie des vœux le 18 janvier 2016. Une loi El Khomri, du nom de la ministre du Travail serait à l'étude pour simplifier le Code du travail, dans le même sens qu'une loi Macron 2, prévue elle aussi, pour continuer à déréglementer la législation sociale, résultat de décennies de luttes ouvrières qui imposait quelques limites à la rapacité du patronat.

PS ET DROITE AU SERVICE DU MEDEF

Le gouvernement compte de cette manière satisfaire les dernières volontés du Medef dont le président Pierre Gattaz s'exprimait ainsi sur Europe 1, le 15 décembre dernier : *« le chômage c'est le problème à régler en France. Il faut absolument créer un état d'urgence économique contre le chômage (...) Il faut remettre l'entreprise en centre du jeu. Il faut redonner de la compétitivité, de l'agilité et de la confiance aux entreprises. Il faut arrêter la dichotomie gauche/droite qui nous tue ».*

L'offensive annoncée est tellement brutale que le dirigeant de la CFDT, Laurent Berger, s'est senti obligé de réagir : « Il faut commencer par demander des comptes au lieu de se laisser embarquer dans l'escalade des revendications patronales ». Les 40 milliards par an qui sont offerts au patronat au titre du Pacte de responsabilité, ajoute-t-il, n'ont pas été utilisés pour embaucher. Un secret de polichinelle tant il est évident que les subventions de l'Etat ne servent qu'à enrichir un peu plus les gros actionnaires des grandes

entreprises, mais qui a le mérite d'être dit. Avec cet argent, l'Etat pourrait embaucher des centaines de milliers de personnes dans les services publics. Mais non seulement il n'y a pas d'embauches mais les licenciements se multiplient un peu partout et le nombre des chômeurs s'est accru de 42000 en octobre.

Même chose pour le logement. 3, 2 millions de personnes sont sans logement ou vivent dans des logements très dégradés, a calculé la Fondation Abbé Pierre. Et 12 millions pourraient basculer dans la catégorie des mal-logés. Mais la politique « d'aide au logement » de l'Etat consiste à offrir des exonérations d'impôts aux propriétaires et des subventions aux promoteurs immobiliers. Il n'est pas question que l'Etat construise lui-même des logements. Car sa seule mission est aujourd'hui d'enrichir les plus riches.

NON À L'UNION NATIONALE

Hollande et Valls se sont servi des monstrueux attentats du 13 novembre pour imposer un état d'urgence qui restreint gravement les libertés démocratiques, le droit de manifester, de contester, comme l'ont dénoncé des dizaines d'associations dont la Ligue des Droits de l'Homme. De la même façon, ils utilisent la menace du FN pour promouvoir une union nationale destinée à étouffer les voix des contestataires.

Oui il y a bien une urgence, mais elle est sociale et démocratique : un emploi, un salaire décent, un logement pour toutes et tous, le droit à la santé et à l'éducation. Ces exigences minimales, nous ne pourrions les arracher et les garantir que par une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. Une mobilisation que nous pouvons contribuer à préparer par notre propre organisation, à la base, en créant des liens de solidarité sur nos lieux de travail, dans les lycées, les universités, dans nos quartiers d'habitation.

22 Décembre 2015

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil
Adresse :
.....
.....
ecrire@npa2009.org
Nom :
Prénom :
Tel :/...../...../.....
Mail :
@.....



NPA NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
npa2009.org